



Charlie, Delta, Hôtel, Kilo : NIVEAU TROIS

Le matin de l'Assomption 2011 a été, à Kourou, l'enlèvement d'un mort au sein de l'hôpital. Une mort à laquelle on ne voulait pas croire. On menaçait même les médecins qui n'arrivaient pas à provoquer la résurrection...

Le **10 septembre 2001**, le courroux s'exprimait déjà et à nouveau ainsi vers le Premier Ministre :

« La population est révoltée devant l'agressivité exponentielle qui sévit dans la manifestation de la délinquance d'importation ou intérieure dans Kourou et en Guyane ».

Le **10 septembre 2001**, nous étions en double manifestation devant le Centre spatial et devant la Mairie. Nous étions des centaines à signer cette motion de protestation à l'adresse de nos divers gouvernants d'ici et d'ailleurs.

Nous étions en fait plus de mille cinq cents à signer et à nous liguier avec l'Association des Maires, Fanm Dibout, les Directeurs d'établissements scolaires, l'Association Fa Kiao Kon So et l'Uclak.

Le Chef de l'Etat avait déjà, à cette époque, évoqué les vitres brisées. Tout le monde pensait que nous étions au paroxysme du supportable mais nous n'étions, en réalité qu'au **NIVEAU UN**.

Le **27 octobre 2006**, cinq ans plus tard, nous avons de nouveau dû sonner le tocsin de concert avec l'Association Canton ; les commerçants étaient excédés par une vague d'agressions. Plus de mille signatures ont suivi et ont été prises en considération par Monsieur le Maire et Madame la Députée avec qui l'Uclak et le CDHK sont allés en délégation pour exposer nos doléances et nos souffrances aux Ministères de l'Intérieur et de l'Outre-mer le **21 novembre 2006**. A cette époque, nous dénonçons la poussée démographique génératrice d'oisiveté fréquente puisque les structures ne suivent pas.

Les autorités nous ont entendus, un coup de poing fort a été donné durant plusieurs mois avec une synergie de moyens sans précédent et la délinquance a fondu de 45%. Démonstration de la nécessité de réagir ; nous en étions au **NIVEAU DEUX**.

Le **15 août 2011**, cinq ans encore plus tard, l'inconcevable se produit. La pédagogie télévisuelle internationale aidant, le mimétisme de la manifestation sociale moderne autorise quelques enragés à saccager l'hôpital. Saccager un symbole de l'accueil de tous, menacer à main armée des personnels à l'écoute de toutes les souffrances. Nous avons déjà dépassé le **NIVEAU TROIS**.

Il est plus que temps de se ressaisir, cette société s'est fourvoyée dans ces perturbantes attitudes à force de laisser-aller. L'abandon et la condamnation de l'exercice de l'autorité dans la famille et à l'école ont permis à une foule de jeunes pousses d'adopter beaucoup de travers détestables. Maintenant que l'écorce a durci, quel redressement peut-on faire ? Il va y avoir de la casse. Certains, sous la pression compréhensible de la colère sont en train de graisser les vieux fusils. On voit effectivement à la télévision des peuples entiers jouer à la guerre, quand tous les camps auront de nouveau investi tous les espaces, qui sera le représentant du bien, qui aura la légalité du tir ? Ne risquera-t-on pas de tirer sur les ambulances ?

Les cibles sont les gêneurs ; la société n'a pas à être sous le joug des gêneurs. Le gêneur sous toutes ses formes doit être sous les coercitions convergentes de la force de l'ordre et de l'autorité du jugement au bénéfice de l'équilibre et de la proportionnalité de la sanction pour stopper l'élan de l'impunité.

Ce sentiment prend sa source logique, entre autres, dans l'impuissance de longue date affichée à casser la prolifération pourtant pas toujours souterraine des stupéfiants. Ce bled est camé, ces excités sont camés ; il faut couper les veines de ces réseaux. Il faut stopper l'osmose avec les collèges et les lycées, il faut infiltrer l'antidote dans ce tissu d'assassins. Le GIR doit stopper la mafia stupéfiante. La République est armée de textes mais cet intellect est déphasé par rapport à la brutalité du mercantilisme à haute dose. On est toujours dans le laisser-faire qui pourrit l'atmosphère.

Autre source de cette démographie dérapante, l'attrait et l'abus des bontés du système social de la République. Il faut stopper le culte de l'assistanat à outrance, il faut stopper la génération des enfants tirelignes. Les Directeurs d'établissements scolaires ont à chaque rentrée sur les bras une légion d'orphelins du repas de midi ou de l'aide du soir. Il est inadmissible d'encourager la foule innombrable à l'oisiveté. Partout autour, le Latino se courbe sur le champ pour manger ou se penche sur le métier pour tisser la laine ; ici il se renverse sous la bière.

Nous sommes dans l'opposition à la bonne attitude et nous nous dirigeons vers la mauvaise altitude.